SIT-IN DE SOUTIEN AUX ENSEIGNANTS GRÉVISTES

Les manifestants violemment réprimés

Il était 13 heures 45 lorsque le rassemblement pacifique organisé par solidarité avec les enseignants contractuels a dégénéré. «Les données ont changé», a crié un officier en direction de ses éléments, donnant ainsi l'ordre de «nettoyer» le trottoir.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Qui a donné instruction aux forces de l'ordre de s'acharner sur les manifestants ?

Pourquoi ont-ils toléré leur présence dans un premier temps avant d'user de la matraque ? Maîtrisant mieux l'art de manier cette dernière que celui des négociations, les policiers en tenue et en civil ont sans ménagement traîné sur plusieurs mètres les manifestants. Des femmes et des hommes ont été bastonnés, bousculés, insultés sous prétexte qu'aucun rassemblement n'est toléré.

Tout a commencé aux alentours de treize heures lorsque des dizaines de personnes ont commencé à affluer vers le siège du ministère de l'Education pour prendre part au rassemblement initié pour soutenir les contractuels en grève de la faim. Sans surprise aucune, un important dispositif leur barre le chemin. Toutes les issues menant au département de Benbouzid ont été quadrillé. Les manifestants ont été contenus sur le trottoir faisant face au lycée Descartes. Un autre groupe est bloqué plus loin. La situation semble pourtant à ce moment-là maîtrisable. Des membres du comité de soutien aux grévistes négocient avec les policiers pour qu'une délégation soit autorisée à se rendre au ministère pour déposer une lettre dans laquelle ils interpellent Benbouzid. Abdelhak Brerhi du CCDR, des représentants du MDS, du FFS, de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, des conseillers d'orientation, des représentants du CLA assistent aux négociations. Ils sont venus réaffirmer leur soutien aux grévistes qui entamaient hier leur 17e jour de grève de la faim. Ils étaient loin de s'imaginer que le regroupement serait réprimé avec autant de violence. Obéissant aux ordres de leurs supérieurs, des policiers, tous grades confondus, ont tabassé sans discernement les manifestants.

Les ordres étaient clairs : personne ne devait accéder au ministère de l'Education.

Au moment où les négociations semblaient enfin porter leurs fruits, c'est l'escalade. Après avoir donné leur accord pour enfin laisser passer le président du comité de soutien et le porte-parole du Cnapest, délégués pour déposer la requête au niveau du ministère, les forces de sécurité ont visiblement reçu l'ordre de les empêcher d'y accéder. Les deux syndicalistes ont eu le temps de faire quelques mètres avant d'être repoussés.

«Ils disent que personne ne peut nous recevoir au niveau du ministère», déclare dépité le porte-parole du Cnapest. Le ton était donné. Les policiers pouvaient alors exécuter les ordres. Des enseignants qui ont tenté de brandir des pancartes ont été bousculés, malmenés. L'un d'entre eux a été poussé à terre, piétiné par des policiers qui n'avaient qu'un seul souci : disperser les manifestants. Perdant leur sang-froid, les policiers ont pris pour cible les journalistes et les photographes qui n'ont pas échappé aux représailles.

Notre collègue d'*El-Watan* et celui de *la Dépêche de Kabylie* ont fait les frais de cet acharnement. Leur matériel a été tout simplement confisqué alors que le photographe de *la Dépêche de Kabylie* a été interpellé et conduit au commissariat. Témoins gênants de cette violence inouïe, les journalistes ont été sommés de quitter les lieux. Ne réussissant manifestement pas à disperser les manifestants, les forces de l'ordre ont tout simplement traîné puis carrément porté les «meneurs». Les représentants du CLA qui ont été ciblés ont fini par atterrir au commissariat. Ce n'est qu'après un incroyable déferlement d'insultes et de coups que se sont finalement dispersés les manifestants. Pendant ce temps, une délégation composée de représentants de l'Union des associations de parents d'élèves tentait de jouer aux médiateurs. Son président a déclaré hier avoir accepté ce rôle pour ouvrir une brèche et mettre un terme au bras de fer qui oppose Benbouzid aux enseignants contractuels. La médiation a malheureusement échoué. Au ministère de l'Education, on a indiqué aux membres de l'association qu'il «n'y avait personne».

C'est ce que confirme M. Mebarki à la tête de la délégation. Une attitude qui renseigne sur le traitement réservé à la question des contractuels. Enfermé dans sa logique, le ministre du secteur refuse toute prise de contact avec les grévistes, préférant «communiquer» par le biais de ses conseillers qui véhiculent toujours le même message : pas de titularisation sans concours. Un concours discrédité et dénoncé par les enseignants qui y ont pris part.

Peut-on, en effet, se contenter d'un entretien de deux minutes pour décider du sort des enseignants ? C'est, pourtant, ce qui s'est passé au moment où 45 contractuels livrent une véritable bataille pour rester en vie. Après 17 jours de grève de la faim, leur état de santé s'est gravement détérioré. Il ne se passe plus un jour sans que beaucoup d'entre eux ne soient évacués vers l'hôpital.

Qu'attend le gouvernement pour prendre enfin une décision politique ? Peut-être, un drame qui, au fil des jours, semble inévitable...

N. I.

GRÈVE DE LA FAIM

Une forme supérieure de lutte

«Si Benbouzid compte sur le facteur temps pour avoir raison de notre mobilisation, il se trompe lourdement. Nous irons jusqu'au bout», explique Walid, un des grévistes très affecté, qui ajoute que «lorsque vous ne percevez pas votre salaire pendant trois ans, vous êtes déjà mort. Qu'est-ce que cela change alors » ?

La grève de la faim des enseignants contractuels ou vacataires éclaire d'une lumière sinistre le tableau politique et social de notre pays. D'une part, vous avez un pouvoir qui reconnaît cyniquement la mise à mal de la patrie Algérie par ses orientations économiques et sociales :

- des investissements étrangers bien maigres qui aboutissent pourtant à des bénéfices faramineux évalués à des milliards de dollars sans que les autorités nous livrent les vrais chiffres alors qu'un responsable d'une organisation patronale a parlé d'une sortie de dix milliards de dollars pour deux entreprises — seulement deux entreprises — du pétrole ;

- un jeu de ventes et de cessions des entreprises entre multinationales étrangères sans contrôle de l'Etat quand est brandi ailleurs le slogan de «patriotisme économique» par les grandes puissances étrangères qui ont inspiré et inspirent toujours nos choix par l'intermédiaire de leurs innombrables relais : FMI, Banque mondiale, G8, l'espace Euromed, les rounds de négociation de l'OMC et encore hier par l'Union pour la Méditerranée qui affiche l'ambition de nous insérer dans un vaste espace de libre-échange que refusent toujours les pays émergents soucieux du développement de leurs propres économies et de leurs propres secteurs industriels ;

- la grave atteinte à la sécurité nationale par une politique agricole qui a suivi à la lettre les conseils de ces mêmes instances internationales en privilégiant les cultures spéculatives au détriment des cultures stratégiques ;

- les graves conséquences d'une religion néolibérale sur notre tissu industriel qui a affaibli nos capacités nationales et aggravé notre dépendance aux hydrocarbures ;

-l a perte, irrémédiable dans certains secteurs, de nos connaissances et savoir-faire industriels et agricoles souvent sciemment provoquée comme pour la reproduction des semences ;

- la généralisation d'une politique d'expulsion des cadres, techniciens et ingénieurs vers l'étranger comme dans le cas des pilotes d'Air Algérie, des navigateurs de l'ex-CNAN, des scientifiques et des universitaires et une politique d'expulsion à l'intérieur même du pays comme dans le cas des hydrocarbures où nos techniciens, ingénieurs et ouvriers hautement qualifiés sont happés par les multinationales qui travaillent dans notre Sahara ou dans d'autres secteurs ;

- la conclusion de contrats de gestion ou de management qui offrent des salaires de deux et trois cent millions de centimes comme dans le cas de Suez.

Vous pouvez noter et rajouter bien d'autres résultats de ces choix politiques en faveur du néolibéralisme. L'essentiel est d'en retenir le trait commun et foncier : livrer le pays aux appétits externes, le livrer sans défense au seul profit de quelques castes qui ont décidé de lier leur sort à celui des multinationales et à leurs instruments politiques, les Etats de l'Empire comme les nomment H. Chavez.

Leurs conséquences sociales sont évidemment dramatiques pour de larges couches de la population. Pas seulement en termes de niveau de vie et de revenus mais aussi en termes d'espérance et de rêve dont les harraga. La dernière mesure que vient de prendre le pouvoir en adoptant un projet de loi criminalisant la harga indique qu'il a choisi de frapper toutes les formes de contestation même celle de la fuite. Il est décidé à imposer ses choix et son hégémonie sur la société et à réaliser le passage à un Etat bourgeois compradore ennemi de son propre peuple y compris dans ses composantes bourgeoises nationales.

La nouvelle sur la Fonction publique a été élaborée sur cette base et sur la base des conseils amicaux des FMI, Banque mondiale et compagnie. Elle élimine le caractère quasi obligatoire de la permanisation pour privilégier la vacation et la contractualisation. Et c'est bien le sort qui frappe nos grévistes et c'est bien le sort qui attend une très grande partie des futurs fonctionnaires.

Car, d'autre part et face à ce pouvoir et à son bilan, une quarantaine d'enseignants vacataires ou contractuels ont entamé une lutte pour leurs droits qui les mènent directement à affronter les conséquences pratiques pour tous les travailleurs de ces orientations politiques. La Fonction publique et le ministère leur opposent une conception et une vision du travail, de sa qualification, de son évaluation et de sa rémunération, directement inspirée du néolibéralisme. Car, de quelque façon que vous tourniez la question, vous êtes dans l'absurde. Ces enseignants ont-ils oui ou non assuré des cours pendant trois, quatre, dix ou quatorze ans ? Comment la même administration les a trouvé qualifiés pour faire ce travail et les rejette aujourd'hui ? Ont-ils oui ou non assuré des cours ? Alors pourquoi refuse-t-on de les payer et pourquoi doivent-ils attendre des mois, parfois une année pour percevoir leurs salaires ? Je ne vous parle même pas du côté moral de l'affaire : ils ont assuré des cours pendant les années terribles du terrorisme avec tous les risques encourus dans des endroits perdus. Ce qui devrait leur valoir un minimum de respect et de reconnaissance.

Mais cet absurde du pouvoir a une logique. Il est permis aux Algériens de mendier les aides du pouvoir, le couffin du Ramadan, les fauteuils des handicapés et quelques miettes. Les mendiants ne se révoltent pas. Ils ne se révoltent jamais. Et le pouvoir est prêt à montrer beaucoup de mansuétude. Il sera intransigeant avec la question des droits ou alors il devra accepter l'idée que l'Algérie appartient à tous les Algériens dans un partage consacré par un droit qui lui serait opposable. Au cœur de cette grève se posent ces deux questions fondamentales vitales pour tous les fonctionnaires. Pourront-ils remettre en cause la conception d'un statut de la Fonction publique largement inspirée du néolibéralisme et pourront-ils imposer les modifications au droit qui leur permettent d'être citoyens, c'est-à-dire copropriétaires de leur pays ? C'est pourquoi cette grève insensée — si on devait nous en tenir au rapport de force entre la volonté d'une poignée d'hommes et la toute-puissance d'un Etat sans contre-pouvoir — est une défense de tous les travailleurs.

Pourtant, l'attitude hostile et méchante des infirmiers de Zemirli montre à quel point elle dérange. Pourquoi et comment se fait-il que d'autres travailleurs reçoivent les plus affaiblis d'entre les grévistes en les menaçant d'une intervention de la police ou les laissent traîner avant de les faire ausculter dans les urgences ? Je me suis demandé pourquoi le syndicat des paramédicaux n'a pas fait le travail de sensibilisation minimum pour une solidarité minimum ? C'est que la forme de la grève de la faim est une forme supérieure de lutte. Elle peut effrayer ceux qui peuvent en tirer pourtant profit. Cette forme de lutte se prépare en général minutieusement avec la préparation des réseaux de soutien, une mobilisation populaire autour des grévistes, etc. Mais les conditions d'une telle concertation et d'une telle préparation n'existent pas encore à cause de tous les obstacles dressés à l'action syndicale des autonomes, à cause du rôle de frein à la conscience ouvrière joué par le syndicat officiel, à cause de la maturation organique encore insuffisante de toutes les luttes sociales et de toutes les grèves menées jusque-là.

Cette situation a certainement donné au pouvoir le vertige de sa toute-puissance face à un mouvement relativement isolé. Il se trompe sur toute la ligne. C'est quand les situations politiques sont bloquées pour les luttes sociales que des hommes et des femmes comme ces grévistes peuvent forcer l'issue et le destin. Il faut être de ce pouvoir et participer de son aveuglement pour ne pas voir que ces grévistes ont déjà réussi l'impensable il y a deux semaines : des organisations politiques qui ne se parlaient pas et des partis se sont retrouvés unis dans une action de soutien. Ces mêmes partis qui ne prolongeaient presque jamais leur action et leurs discours politiques sur le terrain social se retrouvent en plein cœur de cette question. Un ami m'a écrit cette belle formule sur le cercle vicieux de la politique algérienne : «Luttes politiques sans horizon social revendiqué et luttes sociales sans perspectives politiques se donnent la main dans une dynamique du circulaire sans peser dans le sens du saut qualitatif.»

Cette poignée de grévistes n'a pas engagé une action insensée mais une action d'avant-garde et tout ce qui peut sembler mal préparé, mal ficelé apparaîtra à un moment ou à un autre comme une intuition politique majeure : se battre pour ses droits sans tenir compte d'aucun paramètre secondaire. Et ouvrir la voie. Nous sommes bien obligés d'observer que cette action se refuse à l'illusion de recueillir des miettes en faisant la brosse aux petits appareils syndicaux et aux petites relations familiales et claniques. Elle se démarque profondément des émeutes sans lendemain et sans conséquences politiques. Elle pousse plus loin les autonomes dans la réflexion politique et la maturation de leurs méthodes d'organisation et d'action. Elle impose aux partis de l'opposition d'inclure la question sociale au cœur de la politique. Rien que pour cela, elle est déjà une grande grève. Une date marquante dans l'histoire sociale de notre pays. Un acte de résistance aux diktats du FMI et consorts. Une grève patriotique. Il reste maintenant à tous les secteurs syndicaux et ouvriers de trancher la question si elle mérite leur soutien, tout leur soutien et leurs efforts pour organiser autour des grévistes le soutien populaire le plus large comme savent l'inventer et l'organiser les Algériens.

Mohamed Bouhamidi